FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

LE POINT SUR LE PROGRAMME ALIMENTAIRE TERRITORIAL

Philippe Clochette

Huit millions de Français vivent en situation d'insécurité alimentaire, dont deux millions sont obligés de recourir à l'aide alimentaire pour se nourrir. Face à cette situation à laquelle Gennevilliers n'échappe pas, la collectivité s'est engagée depuis 2020 à mettre en œuvre des initiatives qui protègent les habitants.

Cela se traduit par des projets comme VRAC qui a vu le jour au Luth et au Fossé-de-l'Aumône. Une épicerie non-sédentaire qui s'implante tous les mois à l'Espace Aimé-Césaire, afin de proposer des produits alimentaires et non-alimentaires durables à prix réduits pour les habitants des quartiers prioritaires. Un dispositif amené à être étendu sur la Ville.

Le CCAS (centre communal d'action sociale) a lancé un partenariat avec l'AMAP des Agnettes qui permet aux bénéficiaires d'accéder à des fruits et légumes biologiques pendant une partie de l'année. En 2025, 315 paniers devraient être distribués.

Parce que la précarité alimentaire ne cesse d'augmenter et la qualité des dons alimentaires de se dégrader, nous avons décidé d'y remédier. L'association Biocycle récupère les invendus du marché des Grésillons chaque semaine pour les redistribuer à Entraide et Bienfaisance, ainsi qu'aux Restos du Cœur. En 2024, ce sont 2,5 tonnes qui ont été collectées, soit 1 790 équivalents repas. Et le syndicat de restauration collective (le Syrec), a distribué 3 825 repas à la Maison de la Solidarité pendant la période hivernale.

Des solutions pour améliorer la santé, le pouvoir d'achat et l'environnement des Gennevillois.

GROUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

L'AUTRE 18 JUIN, LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES DISCOURS DE HAINE

Jacques Briffault

Les discours de haine empoisonnent les esprits, nous avons toutes et tous été témoins de leurs effets néfastes : violences, exclusion, discrimination, inégalités. Ils se nourrissent de la désinformation et de la polarisation de la société, ce qui nous éloigne les un·e·s des autres. Actuellement, ces discours prolifèrent, car la technologie leur offre des moyens faciles de se répandre partout. Les plateformes en ligne et réseaux sociaux proposent peu de garde-fous pour limiter leur diffusion.

Alors que nous célébrons le 18 juin la Journée internationale de lutte contre les discours de haine, nous pouvons toutes et tous rendre les plateformes en ligne plus sûres.

Pour lutter contre la xénophobie, le racisme, la misogynie, l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les autres formes d'intolérance et de haine, nous devons modifier nos pratiques virtuelles et appeler les autres à faire de même.

Les discours de haine ne doivent pas l'emporter, et ils ne gagneront pas. Mais nous devons toutes et tous nous engager, nous informer et nous exprimer fermement pour lutter contre ce fléau.

Vos élus socialistes sont mobilisés avec vous sur ce sujet. Ils accompagnent les professionnels de l'éducation, les parents d'élèves, les responsables associatifs, toutes celles et ceux qui en expriment le besoin.

Vos élu·e·s socialistes sont sur le terrain pour défendre notre avenir commun !

Groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr

Secrétariat : 01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/ EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS

CONTRIBUTION NON PARVENUE

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

19 JUIN, JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE

Sylvie Morel

4e priorité de santé publique dans le monde pour l'OMS après le cancer, le sida et le paludisme, la drépanocytose est la maladie génétique la plus fréquente en France et dans le monde : elle touche plus de 5 millions de personnes et plus de 150 millions en comptant les porteurs sains. En France, 400 enfants naissent avec cette maladie par an. Enfants dont les deux parents sont porteurs du gène, souvent sans le savoir.

La journée mondiale de la drépanocytose permet d'informer le grand public sur l'importance de cette maladie et la nécessité d'un dépistage, mais également d'alerter sur les risques et les possibilités de soins.

La drépanocytose se manifeste par trois symptômes principaux :

1. L'anémie ;
2. les crises douloureuses, qui peuvent toucher différents organes ;
3. une moindre résistance à certaines infections.

La recherche avance sur de nouveaux traitements, mais la drépanocytose reste pour le moment incurable. Il est toutefois possible de soulager les douleurs en période de crise, de prévenir et de prendre en charge les complications.

La vie des drépanocytaires rime malheureusement avec hôpital. Les visites de bilan ou les hospitalisations rythment leur vie.

La crise vaso-occlusive est la complication la plus fréquente de la maladie. Elle nécessite la prise d'antalgiques et l'hyper hydratation (boire beaucoup d'eau). En fonction de son intensité et de sa durée, elle nécessite souvent l'hospitalisation avec l'administration d'antalgiques puissants (opiacées, morphine), l'hyper hydratation par voie veineuse et l'oxygénothérapie. Malgré tout, l'espérance de vie des malades augmente et les personnes vivant avec la drépanocytose sont encouragées à mener une vie normale, en prenant soin d'éviter les facteurs pouvant entraîner des complications (froid, altitude, sport intensif, fièvre…).

Les recherches avancent et surtout la prévention. Le dépistage sur tout le territoire français pour tous les enfants est effectif depuis le 1er novembre 2024. Un examen sanguin appelé électrophorèse permet d'établir la présence de la drépanocytose.

La Ville de Gennevilliers veut participer à la diminution de cette maladie en permettant l'information et également contribuer à aider les malades dans leur quotidien en se rapprochant des associations qui œuvrent sur le terrain.

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

UN VRAI SERVICE MINIMUM, C'EST LE MINIMUM

Lætitia Ghirardi

Le 13 mai dernier a été marqué par une fermeture de la plupart des cantines municipales, ainsi que de plusieurs crèches et accueils de loisirs, comme cela a déjà été trop souvent le cas.

Si l'appel à la grève fut national, Gennevilliers a été l'une des villes les plus concernées par ces fermetures au niveau du département. Outre le droit légitime d'être gréviste, il faut aussi y voir une illustration (de plus) d'une politique RH défaillante de la part de l'équipe municipale sortante. Entre de mauvaises conditions de travail, une rémunération en berne, l'absence de perspectives de carrière et autres erreurs de gestion, il va sans dire que le personnel communal pourrait bénéficier d'un meilleur traitement.

Il a par exemple été frappant de constater que, d'un côté, nombre d'agents s'étaient mobilisés pour obtenir la hausse du point d'indice et que, de l'autre, les élus de la majorité en avaient dénoncé le coût quand l'État s'est enfin décidé à l'augmenter. Difficile, ensuite, d'avoir la prétention de défendre leur pouvoir d'achat. Et il n'est pas inutile de rappeler ici que ce sont ces élus, soi-disant « de gauche », qui ont refusé de leur octroyer la prime pouvoir d'achat, qui aurait notamment pu bénéficier aux catégories B et C.

Enfin, en plus des difficultés rencontrées par nos agents au sein de nos écoles, les parents sont aussi victimes de cette situation : prévenus à peine 24h avant, obligés de prendre un congé, ils ne bénéficient pas du service minimum que permet la loi, et que la ville de Gennevilliers refuse de mettre en place. Encore une illustration de la défaillance de la politique municipale en matière d'éducation, et de son manque de considération pour les employés communaux et pour les habitants, petits et grands.

Il ne suffit pas de parler de service public à longueur de journée, il faut l'assurer en favorisant de bonnes conditions de travail au quotidien, et un service minimum en cas de besoin.

LES RÉPUBLICAINS

BLACK-OUT EN ESPAGNE. INQUIÉTUDES POUR L'AVENIR

Philippe Hallais

Le 28 avril dernier, le réseau électrique espagnol a totalement chuté. Les Espagnols ont été privés en quelques secondes de tout service (transports, éclairage, téléphone, services bancaires…), se projetant ainsi au Moyen-Âge pendant 24 heures. Plusieurs morts sont à déplorer.

La cause principale de cette catastrophe est clairement identifiée : l'Espagne est équipée de trop d'énergies dites renouvelables (panneaux solaires, éoliennes) qui ne sont pas pilotables et rendent le réseau instable. L'électricité n'étant pas stockable, la production doit correspondre à la consommation, entraînant un dérapage de la fréquence dans le cas contraire. Le choix espagnol du tout renouvelable intermittent à marche forcée a ignoré la nécessité d'assurer la stabilité du réseau. À noter que la France grâce à ses centrales nucléaires peut assurer cette stabilité pour son propre réseau.

Ce grave évènement est un coup de semonce pour les pays de l'Union Européenne, laquelle doit remettre en cause sa politique du tout électrique et du tout renouvelable. En effet, le black-out en Espagne ne s'est pas produit du fait d'une tempête ou d'un tremblement de terre. Par ailleurs, la demande n'était pas excessive, comme c'est le cas en hiver. Nous ne pouvons qu'être inquiet de ce qui pourrait survenir si les conditions de la météo devenaient difficiles, associées à des feux de forêt ou autre drame : tout peut arriver et la responsabilité des fonctionnaires de Bruxelles serait largement engagée.

Concernant la France, le gouvernement a enfin compris que le fameux PPE3 (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie version 3) était incohérent, irréalisable, associé à un coût exorbitant et a affirmé revoir le texte pour la rentrée de septembre. L'incident de la péninsule ibérique devrait aider le gouvernement pour faire face aux fanatiques des éoliennes et autres panneaux solaires. Cette situation donne également des arguments pour sauvegarder notre énergie nucléaire, dont nous ne pouvons que saluer l'existence pour le bien-être de nos citoyens.

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE

LIBRE EXPRESSION